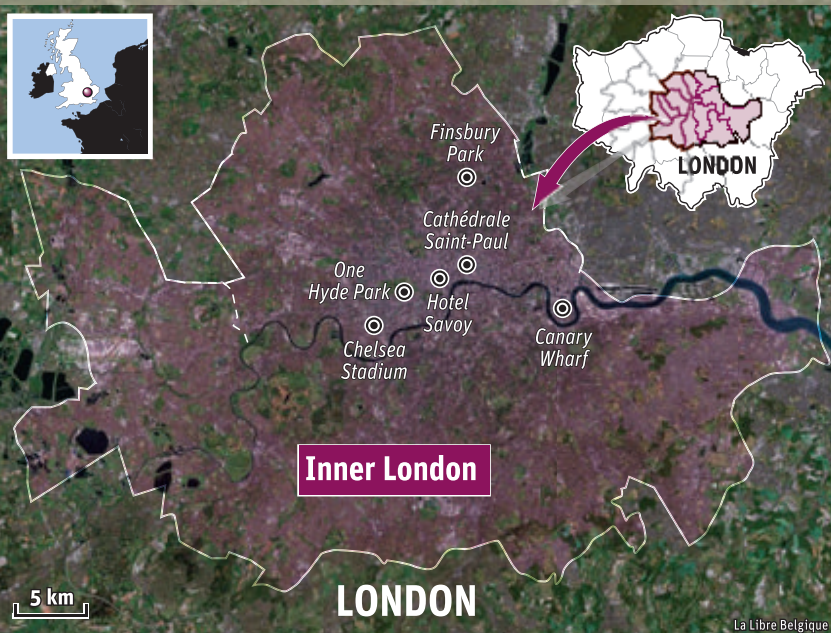




Inner London (Grande-Bretagne)



Série

D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrez dans votre "Libre" quotidiennement. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. Notre voyage passe aujourd'hui par la région la plus riche de l'Union, Inner London. La semaine prochaine, nous mettrons le cap vers le point le plus bas, le Zuidplaspolder.

Sur le parvis de Saint Paul, les "indignés" ouvrent la discussion avec les passants, les travailleurs, les journalistes, les touristes et même avec la police.

Dans la City, l'architecture souligne l'identité des institutions financières.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

lalibre.be

DOSSIER
Retrouvez, sur le site de "La Libre", notre dossier et la carte des points extrêmes de l'Union.

Londres, moderne et médiévale



GILLES MILECAN



GILLES MILECAN

► La région la plus riche de l'Union, Inner London, voit, en son coeur, ses pratiques financières contestées.

► Les indignés campent depuis 15 jours dans la City.

Reportage Gilles Milecan
Envoyé spécial à Londres

C'était en avril. Et pas le premier. Un acheteur, anonyme à l'époque, débourse cent trente-six millions de livres (soit plus de 155 millions d'euros) pour acquérir deux appartements avec vue sur Hyde Park. Rinat Akhmetov, 148^e homme le plus riche du monde, percera l'un ou l'autre mur et/ou plafond pour jouir d'un penthouse de 2300 mètres carrés surplombant le plus vaste parc du centre de Londres. Le multimilliardaire ukrainien a budgété 60 autres millions de livres pour aménager son pied-à-terre. S'il devenait une norme, son achat ferait grimper le m² d'immobilier londonien à quasi 60000 £ (68000 €). Une éclipse totale pour les appartements du Plaza Hotel de New York, vendus pour "à peine" plus de 50 millions de dollars (soit 35 millions d'euros), aussi bien que pour

les propriétés mordant la plage de Malibu, bourgade de 12000 habitants à proximité de Los Angeles.

Ce type d'opération est exceptionnel, mais il illustre la réalité d'un marché de l'immobilier "hors normes" dans une capitale qui combine les avantages du centre d'affaires et du pôle culturel, et qui se révèle suffisamment grande pour préserver l'anonymat, et donc la tranquillité. Les frères Candy, qui développent ce genre de douceurs pour riches clients, prouvent, en ayant d'ores et déjà vendu 40 des 86 appartements de "One Hyde Park" pour des prix de vente cumulés dépassant le milliard de livres, qu'Inner London héberge beaucoup de gens possédant beaucoup d'argent.

La partie la plus centrale de la capitale britannique produit, par habitant, 88300 € chaque année, soit 343% de la moyenne européenne.

Autre natif d'ex-URSS considérablement enrichi après la dislocation de cette dernière et la libéralisation débridée de ses industries et services, Roman Abramovitch, lui, achète des hommes. Des footballeurs de classe mondiale pour être précis. Aux supporters du Chelsea Football Club, qu'il préside, il a amené sur un plateau des superstars comme Didier Drogha (38 milliards d'euros en 2004), Andrei Shevchenko (45 milliards en 2006) ou Fernando Torres (60 milliards en 2011). Pour assister

aux matchs à domicile, être abonné est quasiment indispensable. Des places pour une seule rencontre sont disponibles, mais il faut alors sacrifier aux forfaits "hospitalités" des sommes considérables. Bien campé sur la carpe frappée du logo du club, un employé du Chelsea shop concède aux malheureux en quête des précieux sésames que ces formules sont chères mais qu'il s'agit d'un des rares moyens de se procurer les tickets désirés en dernière minute. Pour encourager les "blues" contre Arsenal ce 29 octobre, entre 595 £ et 895 £ sont nécessaires; ils compléteront la "communauté" d'un repas trois services, d'un accès gratuit au bar jusqu'à une heure après le coup de sifflet final, d'un cadeau exclusif et d'une visite du stade guidée par un ancien joueur, selon la générosité dont le visiteur a fait preuve.

En tout dernier recours, le fan raclera le fond de ses poches pour financer une nuit au Millenium hotel, adossé aux gradins de Stamford bridge. Plusieurs

The Wharf annonce avoir trouvé "une protestation très British" dans la City: "Calme et déterminée"

centaines de livres seront nécessaires.

Plusieurs milliers de livres donnent, eux, droit à profiter d'une suite à l'Hotel Savoy. Les vues sur la Tamise sont aussi larges que l'éventail de thés à déguster dans le grand salon du rez-de-chaussée. Les moquettes moelleuses éteignent le cliquetis des talons hauts qui traversent les damiers de marbre noir et blanc du lobby.

À droite des portes tournantes d'entrée, le bureau du concierge indique la stature du personnage. Il peut tout. Pour cette jeune fille à l'anglais hésitant, il trouvera quatre places pour la comédie musicale qu'elle lui pointe sur un dépliant. Visant les meilleurs tarifs, il manquera de la vexer en lui signalant qu'à 15 ans, elle est encore une enfant. Un quart d'heure d'attente. La facture s'ajoutera à la note du séjour. La jeune fille embarque dans une Audi Q7 immatriculée à Paris. Les chasseurs guident sobrement le conducteur pour qu'il ne griffe la Rolls stationnée dans l'allée privée qui mène du Strand à ce fleuron de l'hôtellerie britannique.

Le coin tourné, un homme au physique de footballeur américain tente de capter l'attention des passants. Son T-shirt bleu électrique est flanqué d'une maison blanche, tout ce qu'il y a de plus commun: murs, porte, toit. Son badge crédibilise sa démarche. Il récolte des fonds pour Mungo's, une association qui intervient dans les processus de

réinsertion, en militant pour que chacun trouve un toit pour l'abriter. Eliah a du bagout et lâche des chiffres parlants. "Un million de Britanniques n'ont pas de toit où s'abriter. Pourtant, c'est la base de l'insertion dans la société. Sans cela, il n'est même pas question de penser s'attaquer à l'alcoolisme, à la drogue, à la recherche d'un emploi."

Les rues du centre de Londres grouillent. Avec le métro, elles sont l'endroit idéal pour toucher un public maximal. Les escouades de "fundraisers" comme Eliah quadrillent les endroits stratégiques. Etudiants en médecine à l'Imperial College, militaires en uniformes, défenseurs des tigres, toutes les causes s'adressent aux portefeuilles des Londoniens. A tel point que lorsque Bragster projeta, peu avant Noël 2008, le numéro de carte de crédit d'un de ses fondateurs sur un mur de Kensington High Street, beaucoup crurent à un gag. Les plus rapides se partagèrent pourtant les 10000 livres, en achetant en ligne ce que bon leur semblait. Un beau coup de pub d'une start-up dont le modèle de création de contenu était basé sur la mise au défi et l'apport de preuves filmées de leurs accomplissements. Bertrand Bodson, titulaire de la carte, se souvient de

Suite page 16

Suite des pages 14-15

L'appel de son émetteur de crédit, alerté par la diversité des commandes et leurs provenances simultanées. Aussi et surtout de l'incrédulité des passants dont les réactions étaient filmées: "En temps de crise, une telle générosité était totalement incroyable pour eux."

A Canary Wharf, il n'y a pas de colporteurs, de "fundraisers" ou qui que ce soit pour déranger les employés qui goûtent leur pose déjeuner. Tout juste un agent de propreté qui les aborde pour récupérer leurs déchets avant même qu'ils aient l'idée de les laisser traîner. Midi frappe. Les queues se forment devant Birley Soups & Salads, Krüger, Itsu, Prêt-à-Manger et les autres. Si Londres est le royaume des chaînes de restauration, Canary Wharf en est le donjon.

Ici, la théorie de "saturation des quartiers", chère à Starbucks et qui pousse à l'ouverture de nouveaux points de vente jusqu'à ce que la concurrence soit telle qu'elle entraîne une baisse des ventes, même dans les magasins du groupe, trouve de nombreux disciples. La régénération du quartier, entamée il y a trente ans mais vigoureuse depuis le début des années 2000, est un lumineux exemple de la rénovation effrénée qui fait vibrer Londres du matin au soir. Marteaux-piqueurs, disqueuses, pelleuses animent des chantiers de toutes tailles. Des 250 hectares du chantier olympique autour de la gare de Stratsford International aux maisons individuelles que commercialise l'agence Franklyn James. David et Nicole se répartissent ventes et locations dans une zone qui, principalement, longe la Tamise entre Canary Wharf et la City. "Quand les développeurs ont compris que la revitalisation de l'Isle of Dogs (NdLR: où est situé Canary Wharf) allait prendre, toute la zone intermédiaire a fait l'objet de rénovations intensives."

Cette "zone intermédiaire" était un des quartiers les moins riches de Londres. Le standing a été nettement relevé et les loyers s'élèvent facilement à 250 £ la semaine, soit ce que paie un étudiant de l'Imperial College pour loger dans une résidence de son université. Les rénovations unifient donc le tissu urbain entre la City, traditionnel quartier d'affaires, et Canary Wharf, où les géants de la finance mais aussi de l'édition occupent des dizaines d'étages de paysagers. "The Wharf", quotidien gratuit du quartier, annonce en Une qu'il a trouvé "une protestation très British" au cœur de la City: "Calme, détermination et bon voisinage", décrit le journaliste dépêchée sur place.

Environ 300 "indignés" occupent le parvis de la cathédrale Saint-Paul. Ils ont placardé les arcades voisines de dizaines de tracts interpellant le lecteur ("Peux-tu nommer ces marques? Peux-tu nommer ces plantes?"), détournant des logos archiconnus ("Starbooks"), dénonçant les connivences, les "apparences de démocratie", les "propriétaires du monde" ou harangant les "99%" à se manifester, à rejoindre le mouvement, à "occuper toutes les places". Leurs tentes intriguent et les employés qui ralentissent le pas pour jeter un œil finissent bien souvent par entamer la conversation avec les "résidents". Ils expliquent leur présence, énoncent les dysfonctionnements démocratiques et les "ravages sociaux causés par un capitalisme dont la sauvagerie touche sans cesse plus durement les faibles", comme le dit Terry.

La tente "info" est accessible à toute heure. Sa voisine accueille un programme chargé d'exposés et de discussions. "Tout tourne autour de la justice sociale", résume Chris, qui se demande si son matériel de projection résistera aux averse annoncées en soirée. A l'affiche: "Gasland", reportage sur les pollutions causées par l'extraction de gaz de schistes aux Etats-Unis.

La nuit tombe et l'AG quotidienne est convoquée devant les marches de la cathédrale. En introduction, Loraine explique pour les nouveaux venus comment réagir à ce qui se dit: agiter les mains signifie l'approbation, croiser les poignets le désaccord, des roulements de poignets que l'orateur accé-



Londres mue perpétuellement. Elle expérimente les accents les plus audacieux et préserve son héritage historique.

lère son speech. Au milieu des tentes, "Anonymous UK" a installé une table basse. Ses membres, qui sont médecins, étudiants ou informaticiens entre autres, sont reconnaissables au masque popularisé par le film "V pour Vendetta" qu'ils portent. "Mais nous ne nous cachons plus, sourit Mel, le masque relevé sur les cheveux. Nous n'avons pas de raisons d'avoir peur. Si l'on se débarrasse de la peur de l'Etat, des propriétaires, de la police, de l'Eglise, on vit mieux."

Les policiers qui patrouillent dans le petit camp confirment les bonnes relations de "voisinage". Mel montre une photo de poignée de main avec un "constable" sur son smartphone. Mais il confirme qu'ils se montrent intraitables pour l'accès à Paternoster Place, interdit par des barrières métalliques. L'ensemble immobilier voisin de la cathédrale est une propriété privée. Son exploitant ne souhaite absolument pas y voir pulluler les tentes igloo.

D'autant que l'absence de réaction rapide de l'Eglise, propriétaire du sol autour de Saint-Paul, la contraint désormais à tolérer ce squat.

Une partie des "indignés" a gagné Finsbury park pour planter leurs sardines dans un gazon au confort incomparable avec la froideur du pavement du "Tahrir square". Quelques bouquins à la disposition de tous y symbolisent la clé du changement que constitue à leurs yeux l'éducation.

Tourné vers le trottoir, un panneau de suggestions identifie la "main invisible du marché" et dénonce l'assymétrie de cette City où virevoltent les millions. "Il n'est pas question de payer pour les banques" est un leitmotiv. "Retirer votre argent des grandes banques pour le placer dans une 'credit union' (NdLR: institution financière contrôlée par les déposants) est une suggestion parmi d'autres. Les "indignés" dessinent pour ceux qui les interrogent les lignes de force qu'ils identifient au sein du "système": l'enrichissement d'un petit nombre grâce au travail des "99%", la rémunération disproportionnée de certains métiers, financiers principalement, l'inconséquence des taxes sur les revenus du capital par rapport aux revenus du travail, la propriété du sol qui demeure, pour des pans très large de la capitale, aux mains de puissants landlords comme la Couronne, le duc de Westminster ou l'Eglise. Ils simplifient à l'extrême: "Rien n'a changé depuis le Moyen-Age, analyse Chess. Un petit nombre de possédants décide de tout et fixe des règles qui semblent démocratiques parce qu'elles touchent le plus grand nombre. Mais elles seraient beaucoup plus démocratiques si elles touchaient ceux qui seraient les moins affectés par de telles mesures." Le discours de Peter est une illustration de cette pensée: "En Grande-Bretagne, 1% de la population possède 70% du pays. La fortune des 10 plus riches dépasse les 4 000 milliards de livres. Une taxe one-shot de 20% rapporterait 800 milliards, assez pour boucher tout le déficit gouvernemental. Malheureusement, l'égoïsme passe avant le patriotisme."

La réflexion sur les dérives d'un système et l'incapacité de ses acteurs à le contrôler ne stagne pas dans les campements de fortune. Mardi, dans le "Guardian", Andy Haldane, directeur de la Banque d'Angleterre chargé de la stabilité financière, s'est exprimé en faveur de la création d'un lien entre les bonus perçus et la prise réelle de risque. Ce nouveau mode de calcul aurait tempéré la progression des bonus perçus par les banquiers aux Etats-Unis entre 1989 et 2007 à un coefficient multiplicateur de 68 alors qu'il a été, en réalité de 500. Selon Haldane, les banquiers ont tiré des bénéfices au moment de leurs prises de risque, que le nombre d'entreprises et de particuliers se retrouvant par la suite en situation d'insolvabilité démontre que ces risques ont été mal évalués et que la société civile supporte maintenant le coût de ces mauvaises évaluations.

L'histoire ne dit pas si cette voix dissonnante dans le monde financier londonien ira porter sa suggestion sur un mur de revendication des indignés où si c'est là qu'il a trouvé l'inspiration.



Le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi: "La révolution n'a pas eu lieu pour détruire un Etat, mais pour détruire un régime. Nous sommes déterminés à protéger l'Etat tunisien."

■ Tunisie

Un raz de marée islamiste

► Le mouvement Ennahda remporte le premier scrutin libre issu du printemps arabe.

► Avec 41,47% des voix, il promet de bâtir un Etat démocratique et respectueux.

Plus aucune surprise ne pouvait encore venir ravir la victoire aux islamistes d'Ennahda aux élections de l'Assemblée nationale constituante en Tunisie. Le mouvement, grand favori de ces premières élections libres du pays, s'était rapidement proclamé vainqueur avant même que les résultats partiels ne soient connus. Cette victoire, les résultats officiels définitifs l'ont confirmée pleinement jeudi dans la soirée. Ennahda (Renaissance) remporte 41,47% des suffrages exprimés, de quoi installer 90 députés parmi les 217 sièges de l'Assemblée constituante, qui s'attellera principalement à la rédaction d'une nouvelle constitution pour la Tunisie.

Avec un tel score, le parti islamiste fait davantage que les quatre principales formations de la gauche et du centre réunies. Le Congrès pour la République (CPR), Ettakatol, le Parti démocrate progressiste (PDP) et la coalition du Pôle démocratique moderniste (PDM) totalisent 73 sièges. Ces résultats définitifs restent toutefois provisoires jusqu'à la fin des recours devant le tribunal administratif qui doit se prononcer dans un délai de cinq jours.

La victoire d'Ennahda est un véritable raz de marée, puisque le mouvement

arrive en tête dans toutes les circonscriptions électorales du pays. A Sidi Bouzid, premier epicentre de la révolution, il leur aura toutefois fallu l'invalidation de la liste d'Al Aridha, qui avait créé la surprise en se hissant sur le podium à l'échelle du pays alors que les résultats n'étaient que partiels. Dirigée par un riche homme d'affaires exilé à Londres et inconnue avant le scrutin, la "Pétition populaire pour la liberté, la justice et le développement" comme se surnomme Al Aridha termine au quatrième rang et remporte 19 sièges (8,76% des suffrages), malgré l'invalidation de six de ses listes (Sidi Bouzid, Kasserine, Taouine, Sfax, Jendouba et en France) pour "irrégularité de financement".

Des troubles ont éclaté jeudi soir (et ont repris vendredi) à Sidi Bouzid, fief d'Al Aridha, suite à l'annonce des résultats et à l'invalidation de ses listes. Le chef de la "Pétition populaire", Hechmi Haamdi, a déclaré qu'il ne rentrerait pas en Tunisie si le numéro 2 d'Ennahda, Hamadi Jebali, devenait Premier ministre, poste auquel il est candidat.

Rached Ghannouchi, le chef du parti islamiste interdit sous le président Zine El Abidine Ben Ali et légalisé après la révolution, a appelé vendredi les habitants de Sidi Bouzid "au calme et à la préservation des biens publics", alors qu'un couvre-feu était instauré à partir de 19 heures locales. Le local d'Ennahda et des bâtiments publics de cette ville du centre du pays ont été mis à sac et pillés. Le chef islamiste a affirmé voir dans les troubles "la main du RCD dissous", l'ancien parti du président Zine El Abidine Ben Ali, duquel Al Aridha est soupçonné d'être proche, ce qu'il réfute.

La victoire des islamistes en Tunisie -de même que l'instauration de la cha-

ria annoncée en même temps que la victoire des insurgés en Libye- entretient les suspensions et les craintes des défenseurs des libertés fondamentales et des opinions publiques occidentales. Les islamistes récoltent sans doute les fruits de leur opposition à la dictature et de la sympathie que leur a valu leur persécution. Le mouvement Ennahda, qui assure qu'il a une vision modérée de l'islam, s'est dit prêt à composer.

Rached Ghannouchi a promis vendredi de construire un régime démocratique et a tendu la main aux autres forces politiques. "La démocratie, c'est pour tout le monde, nos cœurs sont ouverts à tout le monde, on demande à tous nos frères quelles que soient leurs orientations politiques de participer à l'écriture de la constitution et l'instauration d'un régime démocratique", a déclaré M. Ghannouchi lors d'une conférence de presse.

"La révolution n'a pas eu lieu pour détruire un Etat, mais pour détruire un régime. Nous sommes déterminés à protéger l'Etat tunisien", a martelé M. Ghannouchi.

chi. "Il y a eu une révolution dans ce pays. Les gens veulent un changement de politique et de visages", a ajouté le leader du parti islamiste.

Il a également réaffirmé son "engagement envers les femmes de Tunisie pour renforcer leur rôle dans la prise de décision politique, afin d'éviter toute marche arrière sur leurs acquis". Il a souligné que 42 des 49 femmes élues au sein de l'Assemblée constituante étaient membres de son parti.

Quant aux jeunes, l'un des principaux enjeux de la révolution tunisienne, Rached Ghannouchi leur a proposé un avenir plus attrayant, au service de leur pays. "La Tunisie a besoin de tous ses fils et, dans quelques années, elle sera un pays qui attire les compétences au lieu de les refouler", a-t-il souligné, estimant que l'Europe n'aurait bientôt plus à "se tracasser" pour "l'immigration illégale" en provenance de Tunisie. "Nous disons à l'Europe que l'immigration illégale ne va plus vous tracasser. Nous n'allons plus vous faire cadeau de nos jeunes diplômés." Vincent Braun

Commune de KOEKELBERG

engage un (h/f):

SECRETAIRE COMMUNAL (FR/NL)

Direction générale des services communaux • Direction du personnel
• Expertise juridique sur les dossiers soumis aux Collège et Conseil
• Formation universitaire.

L'emploi sera conféré par mandat.

Candidatures doivent parvenir par écrit au Service du Personnel (GRH),
place Henri Vanhuffel 6 à 1081 Koekelberg ou par e-mail:
personnel@koekelberg-irisnet.be au plus tard le 20 novembre 2011.
Références: 02/412 14 56 ou 14